

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Art. 13. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 98 — 2526

[C - 98/27515]

**16 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant les conditions d'agrément du délégué à la tutelle dans la formation permanente
pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française, et la Région wallonne, approuvé par décret du Conseil régional wallon du 4 mai 1995;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, donné les 14 mai et 11 juin 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les centres de formation permanente des classes moyennes, les délégués à la tutelle, stagiaires doivent impérativement connaître les nouvelles conditions d'agrément du délégué à la tutelle avant le début de la prochaine année de formation fixé en septembre 1998;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 juin 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juillet 1998;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Ministre : le Ministre du Gouvernement wallon qui a la Formation dans ses attributions;

2° le Ministre-membre : le Ministre-membre du Collège de la Commission communautaire française qui a la Formation permanente des Classes moyennes dans ses attributions;

3° l'Institut : l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

4° le délégué à la tutelle : la personne agréée par le Ministre ou le Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, en application de l'article 18 de l'accord de coopération du 20 février 1995 précité et qui exerce les fonctions de secrétaire d'apprentissage et de délégué au stage.

Art. 2. Le Ministre et le Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, agréent le délégué à la tutelle, chargé des missions visées à l'article 3. Ils fixent, chacun en ce qui le concerne, le nombre de délégués à la tutelle en tenant compte notamment du nombre de contrats d'apprentissage et de conventions de stage en cours dans le ressort de chaque service territorial.

Le délégué à la tutelle est un agent contractuel de l'Institut exerçant sa fonction à temps plein.

Art. 3. Le délégué à la tutelle a pour missions :

1° d'aider toute personne qui souhaite suivre une formation en alternance dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à s'orienter dans son choix professionnel ainsi que dans celui de l'organisme de formation;

2° d'établir le plan global de formation visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, pour toute personne qui désire suivre une formation en alternance dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

3° d'œuvrer à la conclusion des contrats d'apprentissage et des conventions de stage, notamment :

a) en servant d'intermédiaire entre le chef d'entreprise et l'apprenti ainsi qu'entre le chef d'entreprise et le stagiaire;

b) en procédant à la conclusion des contrats et conventions en présence des parties contractantes;

c) en assurant la promotion de l'apprentissage et de la formation de chef d'entreprise dans leur secteur;

d) en recherchant les entreprises aptes à donner une formation adéquate et les activités professionnelles nouvelles susceptibles de faire l'objet d'un contrat d'apprentissage ou d'une convention de stage;

4° d'exercer le contrôle administratif des contrats et conventions et de veiller au bon déroulement de la formation pratique en entreprise, notamment :

a) en rencontrant l'apprenti et le stagiaire au moins deux fois par an, au centre de formation lors de l'évaluation de la formation pratique, et dans l'entreprise lors de l'exécution du contrat;

b) en participant aux séances d'évaluation;

- c) en s'assurant de la bonne utilisation des supports pédagogiques;
- d) en conseillant le chef d'entreprise lorsque celui-ci rencontre des difficultés dans son action de formation;
- 5° d'assurer la guidance des apprentis notamment sur le plan social et l'accompagnement et l'encadrement des stagiaires;
- 6° de remplir un rôle de médiateur en cas de désaccord entre le chef d'entreprise et l'apprenti ou le stagiaire;
- 7° de participer aux conseils des formateurs et d'assister aux travaux des organes constitués en vue d'évaluer les problèmes de guidance et d'accompagnement prévus au point 5°;
- 8° de proposer l'agrément des entreprises conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 4. Pour être agréé, le délégué à la tutelle doit :

- 1° être ressortissant d'un pays membre des Communautés de l'Union européenne;
- 2° être de conduite irréprochable;
- 3° jouir de ses droits civils et politiques;
- 4° être âgé de 25 ans accomplis et de 55 ans au plus;
- 5° être porteur soit d'un diplôme de l'enseignement supérieur du type court, d'un diplôme assimilé ou d'un diplôme reconnu équivalent, soit d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur et d'un diplôme de chef d'entreprise;
- 6° avoir satisfait à un examen organisé conformément à l'article 8.

Art. 5. Sauf dérogation du Ministre et du Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, la compétence du délégué à la tutelle est limitée aux entreprises qui ont leur siège d'exploitation dans le ressort du service où il exerce ses fonctions.

Art. 6. Le délégué à la tutelle ne peut :

- 1° exercer une activité relevant du commerce, de l'artisanat et de l'industrie;
- 2° être membre du personnel d'un centre de formation permanente des Classes moyennes.

Art. 7. Sur la proposition du Conseil d'administration de l'Institut, le Ministre et le Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, décident de l'organisation de l'examen pour l'agrément d'un délégué à la tutelle. La proposition précise les modalités de l'appel aux candidats et la composition de la Commission d'examen.

Les modalités pratiques de l'examen sont fixées par la Commission d'examen visée à l'article 9.

Art. 8. L'examen prévu à l'article 4, 6°, comprend une épreuve de maturité et une épreuve technique. Il est pour partie écrit et pour partie oral.

L'épreuve de maturité a pour but de mesurer l'intérêt du candidat pour les fonctions à exercer ainsi que de vérifier s'il possède la formation et les aptitudes pour remplir correctement les missions visées à l'article 3 spécialement pour suivre la formation pratique en entreprise.

L'épreuve technique porte sur la réglementation en matière d'apprentissage et sur la connaissance du contexte socioprofessionnel de l'apprentissage et de la formation de chef d'entreprise.

Pour satisfaire à l'examen, les candidats doivent obtenir soixante pour cent dans chacune des épreuves.

Art. 9. La Commission d'examen comprend cinq membres, à savoir :

- 1° l'Administrateur général ou son délégué, qui la préside;
- 2° le Directeur du Service Formation et Tutelle ou son délégué;
- 3° le Directeur du centre concerné ou son délégué;
- 4° un représentant des organisations interprofessionnelles;
- 5° le représentant du Ministre ou du Ministre-membre.

Art. 10. Le conseil d'administration de l'Institut communique les résultats de l'examen au Ministre ou au Ministre-membre, et lui adresse une proposition d'agrément d'un ou plusieurs candidats en qualité de délégué à la tutelle. Cette proposition est motivée si elle s'écarte de l'avis de la Commission d'examen.

Art. 11. Le Ministre et le Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, agréent le délégué à la tutelle.

Art. 12. § 1^{er}. Le délégué à la tutelle exerce les missions visées à l'article 3 selon les modalités déterminées par l'Institut. En aucun cas, ces missions ne peuvent être déléguées.

Il dispose d'un pouvoir d'appréciation dans l'exercice de ses missions, sous réserve du contrôle de l'Institut.

§ 2. Le délégué à la tutelle transmet un rapport annuel à l'Institut sur la situation de la formation en alternance dans son ressort.

§ 3. A la demande de l'Institut, le délégué à la tutelle transmet un rapport précis sur chaque cas individuel.

§ 4. Le délégué à la tutelle doit faire preuve d'objectivité dans l'accomplissement de ses missions et s'abstenir de toute activité de nature à compromettre l'exécution de celles-ci.

Art. 13. Le Ministre et le Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, retirent l'agrément du délégué à la tutelle :

- 1° qui cesse de satisfaire aux conditions fixées à l'article 4;
- 2° qui ne remplit pas ses missions définies à l'article 3 conformément à l'article 12.

Le retrait est pris soit sur proposition du Conseil d'administration de l'Institut, soit à l'initiative du Ministre ou du Ministre-membre après avis du conseil d'administration de l'Institut.

Art. 14. A l'exception des personnes visées aux articles 17 à 19, l'Institut :

- 1° apporte au délégué à la tutelle l'aide administrative nécessaire;
- 2° fixe la localisation du délégué à la tutelle, le nombre maximum de contrats d'apprentissage et de conventions de stage qu'il gère.

Art. 15. La conclusion du contrat d'apprentissage et la conclusion de la convention de stage peuvent donner lieu à des frais de constitution de dossier à charge du chef d'entreprise. Le montant de ces frais et les modalités de perception sont fixés par l'Institut. En aucun cas, ils ne sont à charge des apprentis ou des stagiaires.

Art. 16. Est agréé en tant que délégué à la tutelle le secrétaire d'apprentissage agréé en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 octobre 1982 relatif aux secrétaires d'apprentissage de l'Institut francophone de formation permanente des Classes moyennes et en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 relatif à l'agrément des secrétaires d'apprentissage.

Art. 17. Le secrétaire d'apprentissage ne faisant pas partie du personnel de l'Institut, agréé en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 relatif à l'agrément des secrétaires d'apprentissage, peut opter dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour le régime du délégué à la tutelle.

S'il n'opte pas pour le statut de délégué à la tutelle, il est agréé en tant que personne assimilée au délégué à la tutelle, tout en restant soit indépendant, soit membre du personnel des centres de formation des classes moyennes par dérogation aux articles 2 et 6. Dans ce cas, à partir du 1^{er} août 1999, le nombre de contrats et de conventions qu'il gère est limité :

- 1° à 100 pour le délégué à la tutelle qui exerce ses missions à titre accessoire;
- 2° à 350 pour le délégué à la tutelle qui exerce ses missions à titre principal, sauf dérogation accordée par le Ministre et le Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, après avis de l'Institut.

Art. 18. Le suppléant, agréé en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 relatif à l'agrément des secrétaires d'apprentissage, peut opter, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour le régime du délégué à la tutelle, après réussite de l'examen prévu à l'article 4, 6°.

S'il n'opte pas pour le statut de délégué à la tutelle il est agréé, après réussite de l'examen prévu à l'article 4, 6°, en tant que personne assimilée au délégué à la tutelle tout en restant soit indépendant, soit membre du personnel des centres de formation des classes moyennes par dérogation aux articles 2 et 6. Dans ce cas, le nombre de contrats et de conventions sous tutelle est limité :

- 1° à 100 pour le délégué à la tutelle qui exerce ses missions à titre accessoire;
- 2° à 350 pour le délégué à la tutelle qui exerce ses missions à titre principal, sauf dérogation accordée par le Ministre et le Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, après avis de l'Institut.

Art. 19. Le délégué au stage, agréé en vertu du règlement de l'Institut du 15 juin 1995 relatif au délégué au stage, peut opter dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour le régime du délégué à la tutelle.

S'il n'opte pas pour le statut de délégué à la tutelle, il est agréé en tant que personne assimilée au délégué à la tutelle tout en restant soit indépendant, soit membre du personnel des centres de formation des classes moyennes par dérogation aux articles 2 et 6. Dans ce cas, à partir du 1^{er} octobre 1999, le nombre de contrats et de conventions sous tutelle est limité :

- 1° à 100 pour le délégué à la tutelle qui exerce ses missions à titre accessoire;
- 2° à 350 pour le délégué à la tutelle qui exerce ses missions à titre principal, sauf dérogation accordée par le Ministre ou le Ministre-membre, après avis de l'Institut.

Art. 20. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 relatif à l'agrément des secrétaires d'apprentissage est abrogé.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

Art. 22. Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 2526

[C - 98/27515]

16 JULI 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de voorwaarden waaronder de toezicht-afgevaardigde erkend wordt in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, goedgekeurd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 4 mei 1995;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, gegeven op 14 mei en 11 juni 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, de centra voor permanente vorming van de middenstand, de toezicht-afgevaardigden en de stagiairs vóór het begin van het komende opleidingsjaar, dat in september 1998 van start gaat, in kennis moeten worden gesteld van de nieuwe voorwaarden voor de erkenning van de toezicht-afgevaardigde;

Overwegende dat dit besluit derhalve zo spoedig mogelijk moet worden bekendgemaakt en in werking moet treden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 juni 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 juli 1998;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister van Vorming van de Waalse Regering;

2° Minister-lid : de Minister die lid is van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en die bevoegd is voor de permanente vorming van de middenstand;

3° Instituut : het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

4° toezicht-afgevaardigde : de persoon die door de Minister of de Minister-lid, al naar gelang het geval, erkend is overeenkomstig artikel 18 van het bovenbedoelde samenwerkingsakkoord van 20 februari 1995 en die de functies van leersecretaris en stageafgevaardigde uitoefent.

Art. 2. De Minister en de Minister-lid erkennen, ieder wat hem betreft, de toezicht-afgevaardigde die de in artikel 3 bedoelde opdrachten moet vervullen. Ze bepalen, ieder wat hem betreft, het aantal toezicht-afgevaardigden, met inachtneming van het aantal lopende leer- en stageovereenkomsten binnen het gebied van elke dienst.

De toezicht-afgevaardigde is een voltijdse contractueel van het Instituut.

Art. 3. De toezicht-afgevaardigde is belast met de volgende opdrachten :

1° elke persoon die een afwisselende opleiding in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wenst te volgen, voorlichten bij zijn beroepskeuze en de keuze van een opleidingsinstelling;

2° het gezamenlijk opleidingsplan opmaken dat bedoeld is in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende het plan voor afwisselende opleiding in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, voor elke persoon die een afwisselende opleiding wenst te volgen in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

3° leer- en stageovereenkomsten helpen sluiten, met name :

a) door als tussenpersoon op te treden tussen het bedrijfshoofd en de leerling en tussen het bedrijfshoofd en de stagiair;

b) door de overeenkomsten te sluiten in aanwezigheid van de contracterende partijen;

c) door de opleiding en de vorming voor het beroep van bedrijfshoofd in zijn sector te bevorderen;

d) door uit te kijken naar bedrijven die de geschikte opleiding en nieuwe beroepsactiviteiten bieden waarvoor een leer- of stageovereenkomst vereist is;

4° de administratieve controle uitoefenen op de overeenkomsten en zorgen voor het goede verloop van de praktische opleiding binnen het bedrijf, met name :

a) door zich ten minste twee keer per jaar met de leerling en de stagiair te onderhouden, in het centrum bij de evaluatie van de praktische opleiding, en binnen het bedrijf bij de uitvoering van de overeenkomst;

b) door de evaluatievergaderingen bij te wonen;

c) door zich te vergewissen van het geschikte gebruik van de pedagogische middelen;

d) door het bedrijfshoofd advies te geven wanneer hij moeite heeft om zijn opleidingsactie uit te voeren;

5° zorgen voor de voorlichting van de leerlingen, met name op sociaal vlak, en voor de begeleiding van de stagiairs;

6° als bemiddelaar optreden in geval van meningsverschil tussen het bedrijfshoofd en de leerling of de stagiair;

7° de raden van de opleiders bijwonen en deelnemen aan de werken van de opgerichte organen om de onder punt 5° bedoelde voorlichtings- en begeleidingsproblemen te evalueren;

8° de erkenning van de bedrijven voorstellen overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de bedrijven erkend worden in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 4. Om erkend te worden moet de toezicht-afgevaardigde :

1° staatsburger zijn van een lidstaat van de Europese Unie;

2° een onberispelijk gedrag hebben;

3° zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° de volle leeftijd van 25 jaar bereikt hebben en hoogstens 55 jaar oud zijn;

5° in het bezit zijn hetzij van een diploma van het hoger onderwijs van het korte type, een gelijkgesteld diploma of een gelijkwaardig erkend diploma, hetzij van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs en een diploma van bedrijfshoofd;

6° geslaagd zijn voor een overeenkomstig de bepalingen van artikel 8 georganiseerd examen.

Art. 5. Behalve door de Minister of de Minister-lid toegestane afwijking, al naar gelang het geval, is de bevoegdheid van de toezicht-afgevaardigde beperkt tot de bedrijven waarvan de exploitatiezetel gevestigd is in het ambtsgebied waar hij zijn ambt uitoefent.

Art. 6. De toezicht-afgevaardigde mag :

1° geen activiteit uitoefenen i.v.m. handel, ambachten en nijverheid;

2° geen personeelslid zijn van een centrum voor permanente vorming van de Middenstand.

Art. 7. Op voorstel van de Raad van bestuur van het Instituut beslissen de Minister en de Minister-lid, ieder wat hem betreft, over de organisatie van het examen voor de erkenning van een toezicht-afgevaardigde. De voorschriften voor de oproep tot de kandidaten en de samenstelling van de examencommissie worden nader bepaald in het voorstel.

De praktische examenregeling wordt bepaald door de examencommissie bedoeld in artikel 9.

Art. 8. Het examen bedoeld in artikel 4, 6°, bestaat uit een maturiteitsexamen en uit een technische toets. Een deel is schriftelijk, het andere mondeling.

Het maturiteitsexamen dient om na te gaan hoeveel belang de kandidaat toont voor het uit te oefenen ambt en om vast te stellen of hij de vereiste opleiding en bekwaamheden heeft om de in artikel 3 bedoelde opdrachten te vervullen, meer bepaald om de praktische bedrijfsopleiding te volgen.

De technische toets slaat op de reglementering inzake de opleiding en op de kennis van de socioprofessionele context van de opleiding en vorming voor bedrijfshoofd.

Om voor het examen te slaan, moeten de kandidaten zestig percent in elk gedeelte halen.

Art. 9. De examencommissie is samengesteld uit vijf leden, met name :

1° de Administrateur-generaal of zijn afgevaardigde, die het voorzitterschap waarneemt;

2° de Directeur van de Dienst Vorming en Toezicht, of zijn afgevaardigde;

3° de Directeur van het betrokken centrum, of zijn afgevaardigde;

4° een vertegenwoordiger van de vakorganisaties;

5° de vertegenwoordiger van de Minister of van de Minister-lid.

Art. 10. De raad van bestuur van het Instituut deelt de resultaten van het examen mee aan de Minister of aan de Minister-lid en stuurt hen een voorstel waarbij één of meerdere kandidaten als toezicht-afgevaardigde worden erkend. Als het voorstel afwijkt van het advies van de examencommissie, moet het met redenen omkleed zijn.

Art. 11. De Minister en de Minister-lid, ieder wat hem betreft, erkennen de toezicht-afgevaardigde.

Art. 12. § 1. De toezicht-afgevaardigde vervult de in artikel 3 bedoelde opdrachten onder de door het Instituut bepaalde voorwaarden. Deze opdrachten mogen in geen geval gedelegeerd worden. Hij beschikt over een beoordelingsbevoegdheid bij de uitoefening van zijn opdrachten, onder voorbehoud van de controle van het Instituut.

§ 2. De toezicht-afgevaardigde bezorgt het Instituut jaarlijks een verslag over het verloop van de afwisselende opleiding in zijn ambtsgebied.

§ 3. Op verzoek van het Instituut verstuurt de toezicht-afgevaardigde een uitvoerig verslag over elk individueel geval.

§ 4. De toezicht-afgevaardigde moet zijn opdrachten met objectiviteit vervullen en afzien van elke activiteit die de uitvoering ervan in het gedrang zou kunnen brengen.

Art. 13. De Minister en de Minister-lid, ieder wat hem betreft, trekken de erkenning in van de toezicht-afgevaardigde :

1° die niet meer voldoet aan de in artikel 4 bedoelde voorwaarden;

2° die de in artikel 3 bedoelde opdrachten niet vervult overeenkomstig artikel 12.

De erkenning wordt ingetrokken hetzij op voorstel van de raad van bestuur van het Instituut, hetzij op initiatief van de Minister of de Minister-lid, na advies van de Raad van bestuur van het Instituut.

Art. 14. Met uitzondering van de in de artikelen 17 à 19 bedoelde personen :

1° verleent het Instituut de toezicht-afgevaardigde de nodige administratieve bijstand;

2° bepaalt het Instituut de localisatie van de toezicht-afgevaardigde, het maximum aantal leer- en stageovereenkomsten die hij mag beheren.

Art. 15. De sluiting van een leer- of stageovereenkomst kan inhouden dat het bedrijfshoofd dossierskosten moet betalen. Het bedrag van deze kosten en de inningsvoorwaarden worden door het Instituut bepaald. Ze mogen in geen geval door de leerlingen of de stagiairs gedragen worden.

Art. 16. De leersecretaris die erkend is krachtens het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 26 oktober 1982 betreffende de leersecretarissen van het Franstalig Instituut voor voortdurende vorming van de middenstand en krachtens het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 24 oktober 1991 betreffende de erkenning van leersecretarissen, wordt als toezicht-afgevaardigde erkend.

Art. 17. De leersecretaris die niet behoort tot het personeel van het Instituut en die erkend is krachtens het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 24 oktober 1991 betreffende de erkenning van leersecretarissen, kan binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit opteren voor het stelsel van toezicht-afgevaardigde.

Als hij niet voor dat statuut opteert, wordt hij erkend als persoon die gelijkgesteld is met de toezicht-afgevaardigde, terwijl hij hetzij zelfstandig, hetzij personeelslid van de vormingscentra voor de middenstand blijft, in afwijking van de artikelen 2 en 6. In dit geval wordt het aantal overeenkomsten die hij beheert, vanaf 1 augustus 1999 beperkt tot :

1° 100 als hij zijn opdrachten als bijzaak vervult;

2° 350 als hij zijn opdrachten als hoofdbetrekking vervult, behalve afwijking die de Minister en de Minister-lid, ieder wat hem betreft, toestaat na advies van het Instituut.

Art. 18. De plaatsvervanger, die erkend wordt krachtens het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 24 oktober 1991 betreffende de erkenning van leersecretarissen, kan binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit opteren voor het stelsel van toezicht-afgevaardigde, na voor het in artikel 4, 6° bedoelde examen geslaagd te zijn.

Als hij niet voor dat statuut opteert, wordt hij erkend, na voor het in artikel 4, 6° bedoelde examen geslaagd te zijn, als persoon die gelijkgesteld wordt met de toezicht-afgevaardigde, hoewel hij hetzij zelfstandig, hetzij personeelslid van de opleidingscentra van de middenstand blijft, in afwijking van de artikelen 2 en 6. In dit geval wordt het aantal overeenkomsten onder toezicht beperkt tot :

1° 100 voor de toezicht-afgevaardigde die zijn opdrachten als bijzaak vervult;

2° 350 voor de toezicht-afgevaardigde die zijn opdrachten als hoofdbetrekking vervult, behalve afwijking die door de Minister of de Minister-lid, ieder wat hem betreft, toegestaan wordt na advies van het Instituut.

Art. 19. De stageafgevaardigde, die erkend wordt krachtens het reglement van het Instituut van 15 juni 1995 betreffende de stageafgevaardigde, kan binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit opteren voor het stelsel van toezicht-afgevaardigde.

Als hij niet voor dat statuut opteert, wordt hij erkend als persoon die gelijkgesteld wordt met de toezicht-afgevaardigde, hoewel hij hetzij zelfstandig, hetzij personeelslid van de opleidingscentra van de middenstand blijft, in afwijking van de artikelen 2 en 6. In dit geval wordt het aantal overeenkomsten onder toezicht vanaf 1 oktober 1999 beperkt tot :

1° 100 voor de toezicht-afgevaardigde die zijn opdrachten als bijzaak vervult;

2° 350 voor de toezicht-afgevaardigde die zijn opdrachten als hoofdbetrekking vervult, behalve afwijking die door de Minister of de Minister-lid, ieder wat hem betreft, toegestaan wordt na advies van het Instituut.

Art. 20. Het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 24 oktober 1991 betreffende de erkenning van leersecretarissen wordt opgeheven.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Art. 22. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret du Conseil régional wallon du 4 mai 1995, notamment à l'article 5, 3°;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, donné les 4 mai et 11 juin 1998;